

« Nous sommes passés en mode survie » : l'inquiétude des plasturgistes monte d'un cran au sein de la Plastics Vallée et au-delà

De l'aménagement de la maison à la santé, en passant par l'emballage, l'automobile ou les jouets, les transformateurs de matières plastiques sont sous pression face à des prix « délirants » et des ruptures qui se dessinent. Arrêts de lignes et chômage partiel se profilent à l'horizon. Témoignages.



EDA

La tonne de polyéthylène est passée en quelques semaines de 1200 euros à 2400 ou 2500 euros la tonne.

Spectre du chômage partiel, épuisement des stocks à venir, arrêts de certaines lignes de production, les conséquences du conflit en Iran et du blocage du détroit d'Ormuz sont de plus en plus préoccupantes pour les plasturgistes hexagonaux.

« Nous sommes passés en mode survie », témoigne ainsi Hervé David qui préside depuis 30 ans le groupe EDA basé à Oyonnax, dans l'Ain. Avec un parc de 75 presses à injecter, l'entreprise fabrique en marque propre des produits de rangement et d'aménagements pour l'intérieur et l'extérieur de la maison. Des articles de grande consommation fabriqués à 99% en polyéthylène (PE) et polypropylène (PP), deux résines de commodité particulièrement impactées par la hausse vertigineuse des coûts matière. Résultat : des stocks qui seront épuisés dans un mois et la mise à l'arrêt de plusieurs lignes de production. « Plus de 50 % des grades que nous utilisons proviennent du Moyen-Orient. Nous avons vécu sur notre stock de produits finis et de matières premières jusqu'aux dernières semaines. Aujourd'hui, nous avons décidé d'arrêter nos lignes qui consomment le plus de ces

matières. Nous avons stoppé, dès la semaine dernière, la production de nos références fabriquées avec du PP random (transparent, ndlr) qui subit une terrible pénurie. Cela représente entre 10 et 15% d'arrêt de nos fabrications depuis 10 jours. Et pour le mois de mai, nous anticipons un arrêt à 50 %», précise Hervé David.



EDA

Avec des prix qui ont doublé, EDA se trouve dans l'impossibilité de répercuter les hausses aux clients finaux. «La tonne de polyéthylène est passée de 1200 euros à 2400 ou 2500 euros. Nous sommes sur un marché grand public qui n'est pas très dynamique. Il est très difficile pour les distributeurs de faire passer du jour au lendemain un produit qui est en rayon à 49 euros, par exemple, à 75 ou 80 euros. Le consommateur ne comprendrait plus, d'autant que ce ne sont pas des produits indispensables en tant que tels», observe le chef d'entreprise.

Chômage partiel

Les postes en intérim ont été les premiers à pâtir de la situation. EDA demande aujourd'hui à ses salariés de solder congés annuels et RTT et est en train de déposer un dossier de chômage partiel. Hervé David estime que plus de la moitié de ses 300 salariés en France seront touchés, dans tous les services de l'entreprise.



EDA

Même en cas d'arrêt immédiat des hostilités, le fonctionnement du groupe serait touché jusqu'à la fin 2026. Le président d'EDA envisage d'arrêter 70% de ses lignes et craint pour la pérennité de l'entreprise. «Nous organisons régulièrement des CSE avec les représentants du personnel. Tout le monde est inquiet. La société est aujourd'hui sous son seuil de rentabilité. Nous prévoyons d'être à moins 40% de chiffre d'affaires dans les mois qui viennent. Nous n'aurons pas de quoi couvrir tous les frais fixes. L'année sera donc déficitaire», déplore-t-il.

Le groupe transforme 35% de plastique recyclé post-consommation [certifié par le Laboratoire national de métrologie et d'essais \(LNE\)](#). Mais là aussi, la machine est grippée. «Nos fournisseurs - Veolia, Suez et Paprec - tournent à pleine capacité ce qui provoque aussi une tension sur les prix. Nous avons heureusement des contrats long terme mais il leur est impossible de répondre à des commandes supplémentaires», explique Hervé David.

Des augmentations «folles»

Rapportés par l'AFP, d'autres témoignages de transformateurs de la Plastics Vallée comme Francia ou Buathier font état d'importants retards de livraison, de ruptures pour certains grades ou d'augmentations «folles» des prix. Le brouillard de l'incertitude s'épaissit sur le berceau de la plasturgie française.

«Les coûts matière ont quasiment doublé dès le début du conflit», constate Christophe Desbrosse, président de l'association des Acteurs économiques de la Plastics Vallée (AEPV), dénonçant un «effet d'aubaine» de la part des chimistes. L'homme dirige par ailleurs la PME Deviris, spécialisée dans la coloration, la revalorisation et le compoundage. «Nous avons l'avantage d'avoir une activité multisectorielle, cela ventile les risques. Nous ne

disposons cependant que de très peu de visibilité. La situation freine sensiblement les projets et les investissements de nos clients. Nous sommes donc prudents, même si l'entreprise a financièrement les reins solides», témoigne-t-il à ce titre.

Alors que dans l'emballage, segment de la plasturgie le plus touché par les conséquences du conflit, la situation se tend toujours plus, avec en toile de fond la possible réouverture des négociations commerciales annuelles, d'autres secteurs sont également en difficulté.

Un lourd climat d'incertitude

Au sein du réseau de centres automobiles spécialisé dans les pneumatiques et l'entretien des véhicules Point S, on prévoit des hausses de tarifs comprises entre 4,5 et 12% notamment pour les pneumatiques ou les huiles. « Si la situation perdure, nous craignons en outre des pénuries pour certaines pièces techniques comme les filtres à habitacle notamment composés de PP, de polyester, de cadres en polyuréthane (PU) ou en carton renforcé ou encore de joints d'étanchéité en mousse ou en caoutchouc», indique Lionel Haberlé, directeur marketing & communication chez Point S France.



Olivier GUERRIN

Dans le bâtiment, règne également un lourd climat d'incertitude , alors que le dernier trimestre 2025 s'était conclu par une légère hausse d'activité...

De même dans le secteur des jouets en plastique. «Les fabricants, qui sont en pleine période de production pour préparer Noël, doivent commencer à s'inquiéter», reprend Christophe Desbrosse, avec sa casquette AEPV.

Dans la santé enfin, le secteur hospitalier pourrait souffrir à terme de ruptures d'approvisionnement. « Je demande que le gouvernement nous indique quel est l'état actuel des stocks en termes de blouses, masques, cathéters, seringues ou tubulures. Ce sont des produits qui sont souvent à usage unique, qui nécessitent un renouvellement rapide, pour lesquels il n'existe pas d'alternatives et qu'on ne peut pas produire à partir de plastique recyclé», s'inquiétait Joseph Tayefeh, secrétaire général de Plastalliance, le 20 avril sur France Info.